

BStGer BB.2012.12 vom 29. Mai 2012

Bundesstrafgericht, 2012-05-29, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bstger_BB.2012.12

FR: TPF BB.2012.12 du 29 mai 2012

IT: TPF BB.2012.12 del 29 maggio 2012

Regeste

Séquestre (art. 263 ss CPP).

Erwägungen

E. 1.1

Les décisions du MPC peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour de céans (art. 393 al. 1 let. a CPP et 37 al. 1 LOAP en lien avec l'art. 19 al. 1 du règlement sur l'organisation du Tribunal pénal fédéral [ROTPF; RS 173.713.161]). Toute partie qui a un intérêt juridiquement protégé à l'annulation ou à la modification d'une décision a qualité pour recourir contre celle-ci (art. 382 al. 1 CPP). S'agissant d'une mesure de séquestre d'un compte bancaire, seul le titulaire du compte remplit en principe cette condition, à l'exclusion de l'ayant droit économique, lequel n'est qu'indirectement touché par la mesure de saisie (arrêt du Tribunal fédéral 1B_94/2012 du 2 avril 2012, consid. 2.1 in fine; décision du Tribunal pénal fédéral BB.2011.10-11 du 18 mai 2011, consid. 1.5 et les références citées).

En l'espèce, le recours est formé par les titulaires des comptes dont le blocage a été ordonné par le MPC en date du 20 janvier 2012. Les recouran-

- 4 -

tes disposent ainsi d'un intérêt juridiquement protégé à l'annulation de cette dernière.

E. 1.2

Le recours contre les décisions notifiées par écrit ou oralement est motivé et adressé par écrit, dans le délai de dix jours, à l'autorité de recours (art. 396 al. 1 CPP). Aux termes de l'art. 393 al. 2 CPP, le recours peut être formé pour violation du droit, y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation, le déni de justice et le retard injustifié (let. a), la constatation incomplète ou erronée des faits (let. b) ou l'inopportunité (let. c). Ces conditions étant remplies en l'espèce, le recours est recevable.

E. 2

Les recourantes contestent le bien-fondé des mesures de séquestre frappant leurs comptes.

E. 2.1

Le séquestre prévu par l'art. 263 CPP est une mesure provisoire (conservatoire) qui permet la saisie de moyens de preuve, respectivement d'objets ou de valeurs qui pourraient faire l'objet d'une confiscation en application du droit pénal fédéral (arrêt du Tribunal fédéral 1S.2/2004 du 6 août 2004, consid. 2.2). Il faut que des indices suffisants permettent de suspecter que les valeurs patrimoniales ont servi à commettre une infraction ou en sont le produit, que les infractions aient été commises par leur détenteur ou par un tiers (ATF 124

IV 313 consid. 4; TPF 2005 84 consid. 3.1.2; arrêt du Tribunal pénal fédéral BB.2005.42 du 14 septembre 2005, consid. 2.1; HEIM-GARTNER, Strafprozessuale Beschlagnahme, Zurich/Bâle/Genève, p. 125 ss). Pour que le maintien du séquestre pendant une période prolongée se justifie, il importe que ces présomptions se renforcent en cours d'enquête et que l'existence d'un lien de causalité adéquat entre les valeurs saisies et les actes délictueux puisse être considérée comme hautement vraisemblable (ATF 122 IV 91 consid. 4; OBERHOLZER, Grundzüge des Strafprozessrechts, 2e éd., Berne 2005, no 1139). La mesure doit par ailleurs, à l'instar de toute mesure de contrainte, reposer sur une base légale, être justifiée par un intérêt public suffisant et respecter le principe de la proportionnalité, étant précisé que l'autorité dispose à cet égard d'une grande marge d'appréciation (arrêt du Tribunal fédéral 1P.239/2002 du 9 août 2002, consid. 3.1; arrêt du Tribunal pénal fédéral BB.2008.98 du 8 avril 2009, consid. 3). Tant que subsiste un doute sur la part des fonds qui pourrait provenir d'une activité criminelle, l'intérêt public commande que ceux-ci demeurent à la disposition de la justice (arrêts du Tribunal pénal fédéral BB.2008.11 du 16 mai 2008, consid. 3.1; BB.2005.28 du 7 juillet 2005, consid. 2; ATF 125 IV 222 consid. 2 non publié; 124 IV 313 consid. 3b et 4; SJ 1994 p. 97, 102).

- 5 -

E. 2.2.1

Selon le MPC, et en substance, il existerait au stade actuel de l'enquête dirigée notamment contre C. (v. supra let. A), des soupçons suffisants selon lesquels les comptes des recourantes abriteraient des valeurs patrimoniales résultant d'opérations de blanchiment d'argent au sens de l'art. 305bis CP (act. 3, p. 3 ss).

Le MPC soupçonne C. de s'être rendu coupable de malversations alors qu'il occupait un poste de dirigeant de la banque D. Pour étayer ses soupçons, le MPC se fonde principalement sur le résultat de deux commissions rogatoires adressées aux autorités russes (act. 1.35). Selon les informations dont dispose à ce stade l'autorité de poursuite, C., alors vice-président de la banque D., aurait dès la fin de l'année 2008, et de concert avec le président de ladite banque – le dénommé F., également poursuivi – mis en place un système d'octroi de crédits à des clients de complaisance; pareil mécanisme leur aurait permis de détourner et de s'approprier des sommes très importantes (près de 13 milliards de roubles). Ces faits font l'objet d'une enquête référencée no 3 par le Département du Ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie (act. 1.35, p. 1), dont le détail des soupçons – et en particulier le schéma de détournement de fonds reprochés aux prévenus – est explicité par les autorités russes dans leur réponse à la commission rogatoire helvétique (act. 1.35, p. 2).

Par ailleurs, ledit C. fait l'objet d'une seconde enquête par les autorités russes, et ce toujours en lien avec son activité au sein de la banque D. Référencée no 4, elle porte sur des soupçons d'abus de confiance commis lors d'opérations d'achat et de vente d'actions pour le compte de la banque D. (act. 1.35, p. 7 ss). Ces actes seraient susceptibles d'avoir causé un dommage de plus de 1,5 milliard de roubles aux actionnaires de la banque D. (act. 1.35, p. 16). Le détail des faits reprochés figure également dans la réponse des autorités russes à la commission rogatoire suisse (act. 1.35, p. 7 ss).

Dans le cadre de ses investigations en Suisse, le MPC a mis à jour le fait que des valeurs patrimoniales à hauteur de plusieurs millions de USD dont C. était l'ayant droit économique jusqu'en juin 2011 reposeraient aujourd'hui sur les comptes des recourantes, dont les actuels ayants droit économiques sont des membres de la famille dudit C. Ces derniers le

sont devenus ensuite d'un don d'actifs que C. a opéré le 14 juin 2011 par le truchement de sociétés dont il est l'ayant droit économique (v. act. 1, p. 9).

- 6 -

E. 2.2.2

A la lumière des éléments récoltés par le MPC à ce stade, force est d'admettre qu'il existe – en l'état – des indices suffisants permettant de suspecter que les valeurs patrimoniales saisies sur les comptes des recourantes sont le produit des infractions dont C. est soupçonné de s'être rendu coupable en Russie. Il sied d'insister ici sur le fait que les investigations du MPC ouvertes le 12 juillet 2011 contre C. (v. supra let. A), et étendues à F. le 10 octobre suivant (v. supra consid. 2.2.1), se trouvent encore dans une phase qu'il convient de qualifier d'initiale (v. TPF 2010 22 consid. 2.2.2 et

E. 2.2.3

in fine). Dans le cadre de procédures complexes portant sur des soupçons de criminalité économique transfrontalière mettant aux prises de nombreux acteurs – parmi lesquels plusieurs sociétés –, et nécessitant la collaboration étrangère par la voie de l'entraide, il tombe sous le sens que les soupçons initiaux présidant à l'ouverture d'une enquête peuvent mettre un certain temps à se concrétiser. A cet égard, l'autorité de poursuite doit pouvoir être en mesure d'analyser la documentation en sa possession et prendre les mesures d'instruction qui s'imposent pour confirmer, respectivement infirmer l'existence du soupçon initial. En l'espèce, le MPC a agi sans désespérer, en requérant notamment par deux fois la coopération des autorités russes. Il a par ailleurs procédé à la saisie de plusieurs relations bancaires en lien avec les prévenus C. et F., afin de tenter d'éclaircir l'arrière-plan économique de la structure financière mise en place par ces derniers. L'analyse de la documentation est en cours, des compléments d'informations devant potentiellement encore être demandés aux autorités russes (act. 3, p. 6). Il n'y a pas lieu de douter que le MPC prendra les mesures qui s'imposent en fonction du résultat de ses analyses, comme cela a déjà été le cas dans le cadre des présentes investigations (v. arrêt du Tribunal pénal fédéral BB.2012.17 du 17 avril 2012). Cela étant précisé, il apparaît pour le surplus que, sous l'angle de la proportionnalité, les montants saisis sur les comptes des recourantes – soit un total d'environ USD 3,5 millions USD au 27 janvier 2012 (act. 1.31 et 1.29) – demeurent largement en deçà du montant total que le mécanisme frauduleux auquel il est soupçonné d'avoir pris part en Russie aurait permis de détourner (v. supra let. A in fine).

Sur le vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, il apparaît que la mesure de séquestre visant les comptes nos 1 et 2, dont les recourantes sont les titulaires respectives auprès de la banque E. AG à Zurich, repose sur des soupçons suffisants, d'une part, et n'est – à ce stade de l'enquête – pas disproportionnée tant quant à son principe que du point de vue de sa durée, d'autre part.

- 7 -

E. 3

Les considérants qui précèdent conduisent au rejet du recours.

E. 4

Selon l'art. 428 al. 1 CPP, les frais de la procédure de recours sont mis à la charge des parties dans la mesure où elles ont obtenu gain de cause ou succombé. Ceux-ci se limitent en l'espèce à un émolument qui, en application de l'art. 8 du règlement du Tribunal pénal fédéral du 31 août 2010 sur les frais, émoluments, dépens et indemnités de la procédure pénale fédérale (RFPPF; RS 173.713.162), sera fixé à CHF 2'000.--, à la charge solidaire des recourantes.

- 8 -

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.